

ASSEMBLÉE NATIONALE

14 janvier 2022

GESTION DE LA CRISE SANITAIRE - (N° 4909)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 307

présenté par

Mme Cariou, M. Taché, Mme Gaillot, Mme Bagarry, Mme Forteza et Mme Batho

ARTICLE PREMIER

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Nous nous opposons à la vaccination obligatoire et ce "passe vaccinal" ne saurait être une réponse adaptée à la situation malgré le taux d'incidence en hausse exponentielle depuis plusieurs jours.

En effet, si le vaccin est une avancée indéniable et qu'il permet de réduire le risque de cas graves, la contrainte ne peut être une réponse adaptée. Réduire ainsi les libertés publiques des personnes vaccinées et des personnes non-vaccinées est inacceptable, tout comme cette façon de monter les Français les uns contre les autres ! L'ennemi c'est la COVID-19! C'est bien contre lui que le Gouvernement et la représentation nationale, doivent, ensemble se battre. En jetant l'opprobre et en polarisant sur les non-vaccinés, ce texte détourne l'attention des Français.

La seule vaccination ne peut pas constituer l'alpha et l'oméga d'une politique sanitaire et l'instauration du passe vaccinal constitue un point de bascule en instaurant une société de surveillance exercée par une catégorie de citoyens sur les autres. Cette situation est inacceptable en démocratie, ou en état de droit.

Aussi, nous défendons à l'inverse l'instauration de mesures sanitaires fortes et rapides, s'inscrivant dans une réelle stratégie de prévention sanitaire :

- continuer l'incitation à la vaccination ;

- maintenir la possibilité de se faire tester gratuitement et notamment rendre les autotests plus accessibles à tous ;

- augmenter les équipements de protection dans les hôpitaux ;
- augmenter le nombre de personnels dans les établissements de santé et notamment de leurs conditions de travail.

Aussi, nous accueillons avec bienveillance les annonces du Premier Ministre de jeudi soir sur le recrutement de contractuels dans l'éducation nationale et le déploiement de plusieurs millions de masques FFP2 pour nos enseignants. Il est dommage qu'il ait fallu 80,000 personnes dans les rues hier pour relancer les discussions avec le Gouvernement. Après quelques heures de réunions avec les syndicats, voyez où une consultation peut mener! Ne serait-il pas plus judicieux pour nous tous de prendre de la hauteur et ainsi reprendre le dialogue sur notre stratégie sanitaire?